



Les vœux de Chirac, une nouvelle attaque contre les salariés et les chômeurs!

Quel cynisme ! Chirac ne manque pas de culot. A l'heure où l'UNEDIC supprime les allocations de près de 250.000 chômeurs, Chirac fait son discours traditionnel de vœux de bonne année en nous annonçant une soudaine priorité, « un plan de mobilisation pour l'emploi ». Un plan aux ordres du MEDEF.

« Baisse des cotisations sociales, allègement des procédures pour embaucher et licencier, contrat d'activité pour les jeunes de 16 à 24 ans ». Derrière les mots, il y a, non seulement la politique libérale classique de tous les gouvernements successifs qui ne cessent de faire des cadeaux au patronat, par le biais de subventions, primes et exonérations de cotisations sociales, mais il y a plus. Ils veulent remettre en cause le CDI (contrat à durée indéterminée) comme norme du contrat de travail et lui substituer des CDD (contrat à durée déterminée) de toutes sortes : les contrats de « chantier », les contrats de « mission », les contrats de « projets ».

Et Fillon, le ministre de l'emploi, va plus loin, en proposant de nouvelles dispositions juridiques pour permettre le « licenciements négociés », exonérant les patrons de leurs responsabilités en matière de licenciements et de chômage.

2004, UNE ANNEE DE CHOMAGE, DE PRECARITE ET D'AUSTERITE

L'objectif véritable de toutes ces réformes du marché du travail, c'est de permettre au patronat et aux directions d'entreprises d'embaucher et de licencier comme elles le veulent, de plier toujours plus les salariés aux impératifs du marché et, donc, de les contraindre à travailler dans des conditions de plus en plus précaires et pénibles. Cela permet aux actionnaires et aux directions d'entreprises d'augmenter leurs profits, mais cela ne crée pas des emplois stables et garantis.

Au contraire cela appauvrit tout un secteur du salariat.

Près de 5 millions de personnes restent frappées, à un moment ou un autre, par le chômage, près de 6 millions de

personnes n'ont que les minima sociaux pour vivre. Les contrats précaires augmentant, le nombre de travailleurs pauvres s'accroît d'année en année. On comprend mieux alors la suppression des allocations pour des centaines de milliers de chômeurs : il faut les obliger à occuper n'importe quel boulot, à n'importe quel salaire, à accepter la précarité et la flexibilité.

CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CHIRAC, POUR UN PLAN D'URGENCE AU SERVICE DES SALARIES ET DES CHOMEURS !

Notre politique est radicalement opposée à celle de Chirac et du patronat. Notre objectif, c'est le droit à l'emploi stable et garanti pour toutes et tous.

Cela commence par l'interdiction des licenciements collectifs, en particulier dans les entreprises qui font des bénéfices, sous peine de réquisition. Dans les grandes entreprises, prétendument en difficulté, il faut prendre sur les capitaux placés ailleurs, sur la fortune personnelle des patrons et des gros actionnaires, pour assurer leurs salaires aux travailleurs.

Il faut arrêter les exonérations de cotisations sociales patronales et supprimer les subventions accordées aux entreprises. Avec l'argent économisé, l'Etat pourra créer des emplois utiles dans les hôpitaux, les écoles, les transports en commun.

Il faut arrêter les privatisations et développer les services publics qui serviront à satisfaire les besoins sociaux de la population. Il ne faut pas moins de services publics, il en faut plus et mieux. Pour appliquer ce programme, il faut rompre avec la logique capitaliste, taxer les profits et s'attaquer au pouvoir du patronat.

Le 5 janvier 2004